INFORAPIDE

Programme des Nations Unies pour le développement

La crise économique mondiale et le PNUD

Près d'un milliard et demi de gens de par le monde ne disposent que d'un peu plus d'un dollar par jour pour vivre. La hausse marquée des prix alimentaires survenue en 2008 a exposé 100 millions de personnes vulnérables de plus à la pauvreté, provoquant des émeutes et menaçant de déstabiliser les gouvernements. Selon les estimations de la Banque mondiale, la crise économique mondiale pourrait encore augmenter ces chiffres de 46 millions de personnes en 2009, sous l'effet des pertes d'emplois et de revenus au niveau mondial. Cela représente en l'espace de deux ans 146 millions de personnes de plus, soit plus de la moitié de la population des États-Unis d'Amérique, pour lesquelles la simple survie posera de graves problèmes.

La crise économique mondiale est devenue une crise du développement humain et, pour les plus vulnérables de nos semblables, elle est encore aggravée par les difficultés existantes. Alors que les changements climatiques transforment des terres fertiles en déserts et que l'imprévisibilité météorologique s'accroît encore, les pays pauvres font face à de mauvaises récoltes récurrentes, en particulier en Afrique subsaharienne, à des pénuries d'eau potable, à la propagation de maladies et à l'inondation des zones de faible altitude.

Le PNUD aide à accroître la productivité et les revenus des agricultrices sénégalaises. Photo ONU/Evan Schneider.

Après huit ans d'un effort concerté et uni visant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le monde risque fort de faire marche arrière, comme l'illustrent les chiffres cités ci-dessus. Prévenir une telle évolution n'est pas seulement une question de ressources : les États-Unis et l'Union européenne ont annoncé la mise en place en relativement peu milliards de dollars et de 200 milliards d'euros respectivement pour enrayer la crise financière. C'est une question de volonté politique.

FAITS ET CHIFFRES

- 26 000 ouvriers de la confection vestimentaire mis à pied au Cambodge en 2008.
- 5 500 emplois supprimés dans les mines d'Afrique du Sud en février 2009.
- 11 500 emplois en danger au Laos, du fait de l'arrêt de la construction d'un barrage hydro-électrique.
- Le prix du cuivre, première source de revenus de la Mongolie, a chuté 65 à 70 % depuis la mi-2008.
- Chute de 24 % des exportations vietnamiennes en janvier 2009 par rapport à janvier 2008.
- L'investissement étranger direct en Roumanie, qui était de 9 milliards d'euros en 2008, diminuera vraisemblablement de moitié en 2009.

Une approche globale

Les pays développés subissent actuellement le choc initial de la crise économique, mais les pays en développement sont appelés à devenir de plus en plus sensibles aux effets de cette dernière, à mesure que les envois de fonds se réduiront, que la volatilité des prix des produits de base s'accroîtra, que le commerce ralentira et que les flux de capitaux se tariront, ce qui portera atteinte à leur capacité de gérer la crise. Les chiffres des pertes d'emplois à eux seuls brossent un tableau prémonitoire d'un avenir possible.

Toutefois, les temps de crise sont toujours aussi porteurs de possibilités. La réaction à la crise économique mondiale peut aller de pair avec la lutte contre la pauvreté mondiale et les changements climatiques. C'est ainsi, par exemple, que l'allocation d'une partie des fonds des plans de stimulation des pays en faveur d'investissements et d'emplois respectueux de l'environnement orienterait le monde sur la voie d'une économie à faibles émissions de carbone et appuierait les efforts d'atténuation des changements climatiques, lesquels frappent le plus durement les plus pauvres.

Le PNUD, œuvrant en partenariat étroit avec la famille des Nations Unies et d'autres institutions multilatérales, est bien positionné pour aider les pays à répondre à leurs besoins urgents et à trouver des solutions gagnantes sur tous les tableaux et s'inscrivant dans le long terme pour bâtir un avenir plus durable et plus stable.

Besoins urgents

Le PNUD œuvre en partenariat avec les pays en développement pour leur permettre de subvenir à leurs besoins urgents, notamment par la conception de programmes de **protection sociale** et de **filets de sécurité**, comme cela se fait

au Cambodge, par la **création d'emplois** au moyen d'investissements dans une **infrastructure** à forte intensité de main-d'œuvre, comme en Ukraine et en Roumanie, par l'augmentation des revenus et de la productivité des **petits agriculteurs,** comme au Mali et au Malawi, par une meilleure **surveillance** de l'impact de la crise sur le développement humain, comme en Éthiopie et en Moldavie, et par le maintien du **financement des services publics essentiels** tels que l'accès aux antirétroviraux pour les gens vivant avec le VIH et le sida, comme au Botswana, et par un renforcement des capacités institutionnelles de gestion de **l'aide publique au développement** pour répondre aux priorités urgentes, comme au Cambodge et au Rwanda.

Faisant l'apport de ses connaissances et de son expérience mondiales, et fort de sa longue réputation de partenaire au développement neutre jouissant de la confiance de 166 pays de par le monde, le PNUD répond à des demandes de conseils sur la formulation de **stratégies financières** et de **politiques contre-cycliques,** comme au Laos et au Bélarus, et sur l'emploi de l'**aide des donateurs** en tant que catalyseur pour **mobiliser des ressources additionnelles**, ainsi que sur les façons d'accéder à de nouvelles sources de fonds telles que le **marché du carbone,** comme en Ouzbékistan et au Honduras. Il aide également plusieurs pays, tels que les Comores et la Mongolie, à faire face à la **crise alimentaire**. En tant que **coordonnateur** des activités de développement des Nations Unies, le PNUD est également bien positionné pour veiller à ce que les pays qui en ont besoin reçoivent un soutien complet et unifié de la famille des Nations Unies pour répondre à la crise.

Développement dans le long terme

Par ailleurs, la crise économique exige des **solutions sur le long terme** et elle offre l'occasion de procéder à des réformes structurelles sur des points qui permettraient de réduire la vulnérabilité des pays en développement. Les interventions possibles comprennent une **réglementation des marchés efficace** pour assurer un développement inclusif et équitable, la mise en place **d'institutions de gouvernance** pouvant habiliter les citoyens et leur permettre de devenir des membres productifs de la société, et des actions concertées visant à l'adaptation aux **changements climatiques** et à l'atténuation de leurs impacts.

Le PNUD est un meneur d'idées dans ces domaines, où il intervient en partenariat avec le gouvernement, ainsi qu'avec le secteur privé, la société civile et les autres partenaires au développement pour concevoir des solutions qui s'inscrive dans une stratégie de développement à long terme, renforçant les **capacités politiques, sociales et organisationnelles de la nation** de manière à ce que celle-ci puisse offrir davantage de possibilités à sa population et mieux résister à la volatilité et aux chocs conjoncturels.

Exemples

La contraction actuelle du crédit souligne l'importance de **l'accès au financement** pour la croissance. Le PNUD aide les petites entreprises à démarrer au moyen de **conseils sur les prêts et le microcrédit**. Avec son soutien, **le Gouvernement du Népal** a mis en œuvre un Programme de développement des microentreprises pour aider les huit millions de Népalais qui vivent encore dans la pauvreté, en ciblant en particulier les femmes, les minorités et les jeunes dans le secteur informel. Le revenu familial des 31 000 personnes qui ont fondé leur entreprise depuis le début du programme en 1998 a augmenté d'une moyenne de 48 % et, à ce jour, seules 5 % des entreprises créées ont dû cesser leurs activités. En avril 2008, le PNUD a lancé une nouvelle phase du programme, qui vise à créer 20 000 microentreprises de plus d'ici 2010.

Étant donné l'attractivité croissante de l'or en tant que « refuge » dans la crise économique mondiale, le PNUD poursuit ses travaux pour protéger les mineurs et leurs familles, ainsi que l'environnement, de pratiques de travail opportunistes et dangereuses. **L'extraction artisanale de l'or** emploie quelque 30 millions de personnes de par le monde, mais elle fait usage du mercure ce qui comporte des risques pour la santé et pour l'environnement. En 2008, dans le cadre du Projet Mercure mondial, projet conjoint du PNUD et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), 320 moniteurs locaux ont été formés en **Tanzanie** à des méthodes d'extraction de l'or plus propres et les 4 200 mineurs formés au **Brésil** ont pleinement adopté 7 des 20 technologies moins polluantes que leur a enseignées l'équipe du projet, évitant ainsi le rejet de 1 000 kg de mercure par an (estimation) dans les cours d'eau.

Le PNUD œuvre également avec les gouvernements pour produire **une énergie plus propre et plus écologique**. Un projet du PNUD-FEM en **Thaïlande** vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre en accélérant la croissance des technologies de **cogénération et d'emploi de la biomasse** dans la production énergétique, pour remplacer les carburants fossiles. Après un an d'activité, le PNUD, le FEM et leurs partenaires gouvernementaux ont contribué à déplacer 1 999 722 tonnes de CO_2 et à produire environ 398 mégawatts d'électricité au moyen de nouvelles centrales à biomasse.

Devant les pertes d'emplois et de revenus causées dans tout le monde en développement par la crise financière, le PNUD prend des mesures pour s'assurer que les gens et les familles les plus vulnérables aient suffisamment à manger. Au **Malawi,** il a aidé le gouvernement à mettre en œuvre le Programme national de fourniture d'intrants agricoles. Ce **programme de subventions agricoles** a contribué à l'accroissement de la production de maïs du pays, qui est passée de 1,2 million de tonnes en 2005 à 3,2 millions en 2007. Aujourd'hui, le Malawi subvient pleinement à sa demande nationale de maïs qui est de 2,2 millions de tonnes par an. Le PNUD aide également à stabiliser les prix producteurs dans les pays en développement. Au **Mali**, des nuisibles tels que les fourmis rouges et les mouches à fruits présentaient des difficultés pour l'exportation des mangues. Un projet appuyé par le PNUD a permis le traitement phytosanitaire de 5 000 hectares de vergers en 2008 et a préparé la voie à la certification aux normes européennes EurepGAP. Il en est résulté une augmentation de près de 50 % des exportations de mangues de 2007 à 2008, ce qui a produit des rentrées de 30 millions de dollars pour l'économie malienne.

Pour de plus amples informations, visiter : www.undp.org

Programme des Nations Unies pour le développement
One United Nations Plaza
New York NY 10017 - USA

Mars 2009